le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 19 novembre 2017 N° 439 PRIX : 0,60 Euro

Libye

TRAQUE DE MIGRANTS ET TRAFICS D'ESCLAVES

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Libye:
Traque de migrants et trafics d'esclaves

Pages 3
Mali:
L'opération Barkhane et ses bavures

Page 4
Sénégal: Business et religion font bon ménage

Page 6
Côte d'Ivoire:
Ne nous laissons pas duper par leur démagogie !

Page 8
Tchad:
Deby en bisbille avec la société Glencore

Page
Madagascar: Pillage de caveaux sur fond de misère

Page 10
Monde:
Harcèlement sexuel des femmes: une pratique révoltante

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Editorial _____ p.2

Libye

TRAQUE DE MIGRANTS ET TRAFICS D'ESCLAVES

Suite à une vidéo diffusée sur les grandes chaînes internationales d'information et par les réseaux sociaux, montrant des migrants subsahariens vendus comme esclaves en Libye, plusieurs artistes et écrivains africains ont dit leur dégoût et réclament des mesures contre ce commerce ignoble.

Parmi ces personnes, il y a le chanteur de reggae ivoirien Alpha Blondy (griot de l'ancien dictateur Houphouêt Boigny puis de ses successeurs) qui dit sur son compte Face book : « Messieurs les présidents, nous sommes stupéfaits par votre silence ». L'historienne et militante sénégalaise Penda Mbow appelle elle aussi les chefs d'État africains à réagir à cette situation. « Que chaque État aille chercher ses propres ressortissants pour les sortir des griffes de ces négriers » a-t-elle déclaré. L'écrivain sénégalais Felwine Sarr a lui aussi crié sa colère et exprimé son dégoût contre l'inaction des dirigeants africains face à ce « commerce des esclaves en 2017 ».

À Paris, un important rassemblement s'est tenu le 18 novembre devant l'Ambassade de Libye pour protester contre la chasse aux migrants à laquelle s'adonnent les forces de l'ordre et contre la pratique de vente aux enchères d'êtres humains dans ce pays.

Cette situation révoltante que subissent les migrants est la conséquence directe de la stratégie de « gestion des migrations en amont » promue par les dirigeants de l'Union Européenne. Selon le Haut-commissaire des Nations unies aux Droits de l'homme, près de 20 000 migrants sont entassés dans des centres spécialisés en Libye. Entassement dans des espaces exigus, sous-alimentation, traitements indignes, corrections à la matraque électrique, viols des femmes par des gardes ou des trafiquants d'êtres humains et la liste des sévices est longue. On les stoppe en Libye pour les empêcher de venir en Europe.

En même temps qu'elles sèment le chaos et la guerre dans une grande partie du Moyen-Orient, ces grandes puissances capitalistes continuent le pillage des pays africains qu'ils ont colonisés hier et soutiennent des dictatures sanglantes aux quatre coins du continent. Les personnes qui fuient les guerres et les dictatures le font parce qu'elles estiment qu'elles n'ont pas d'autre choix que celui de fuir l'enfer qu'elles vivent, la misère qui est leur lot.

Alors les artistes, les écrivains et tous ceux qui dénoncent le commerce et les sévisses que subissent les êtres humains en Libye, ont raison de crier leur colère. Néanmoins, ils se font des illusions sur les dirigeants africains qui sont complices des grandes puissances capitalistes et qui s'enrichissent de façon éhontée sur le dos des populations africaines. Jusqu'où les horreurs doivent-elles aller pour que le monde comprenne que c'est le système capitaliste qui est à l'origine de ce phénomène ?

Mali

L'OPÉRATION BARKHANE ET SES BAVURES

Le 23 Octobre dernier, l'armée française agissant dans le cadre de l'opération Barkhane a bombardé un camp djihadiste près d'Abeïbara, au nord du Mali. Il y a eu de nombreux morts dont 11 soldats maliens qui étaient prisonniers des djihadistes depuis de nombreux mois dans ce camp.

Est-ce une bavure ou une opération délibérée ? Ce qui est sûr c'est que dans un premier temps c'était motus et bouche cousue tant du côté des autorités françaises que maliennes. Ce n'est que dix jours après que les faits ont fuité dans les médias que le ministère de la Défense du Mali a sorti un communiqué pour annoncer qu'une « enquête » allait être menée pour établir les faits. De son côté, l'ambassadrice de France au Mali a « confirmé que cette action de Barkhane visait à détruire un camp d'entraînement et que les reconnaissances menées lors de la phase de préparation n'ont pas permis de déceler la présence de militaires maliens ». Quant au porte-parole de l'armée française au Mali, il s'est contenté de dire de manière presque méprisante que «Barkhane refuse de commenter la propagande djihadiste. Nous confirmons avoir détruit un camp djihadiste».

Ce n'est pas la première fois que l'armée française commet des « bavures » au Mali. On peut citer le cas d'un enfant de dix ans (sans arme) tué par balle le 30 novembre 2016 et enterré en toute discrétion par un commando de Barkhane. Là aussi c'est la presse qui a ébruité l'affaire suite à la protestation de la famille endeuillée. Le ministère français de la Défense a couvert ce crime en déclarant que cet enfant était un « combattant mineur agissant pour le compte d'un groupe armé terroriste ». Combien d'autres bavures sont restées inconnues du public ?

L'armée française a soi-disant pour mission de mettre fin au terrorisme dans cette région mais force est de constater que les groupes armés islamistes continuent de sévir même si à Tombouctou et à Gao ils ont dû reculer. Ils ont même élargi leur champ d'action vers le centre du Mali et même jusqu'à Bamako alors qu'auparavant ils étaient cantonnés à l'extrême Nord.

Non, l'armée française n'intervient au Mali ni par souci humanitaire ni pour sauver la population malienne de la menace de l'islamisme radicale comme l'a prétendu Hollande lorsqu'il a déclenché en 2013 l'intervention militaire, mais pour défendre les intérêts de l'impérialisme français dans cette région. L'État français agit sous couvert de l'ONU mais il ne s'agit que d'un masque pour continuer à veiller sur son pré carré africain pour le compte des grands groupes capitalistes français : Areva, Total, Bouygues, Bolloré, Orange et bien d'autres.

Sénégal

BUSINESS ET RELIGION FONT BON MÉNAGE

Comme chaque année au début du mois de novembre, c'est par centaines de milliers (entre 1,5 et 2 millions selon les estimations officielles) que les pèlerins mourides venant des quatre coins du pays mais aussi de la diaspora ont afflué vers la ville de Touba, haut lieu du mouridisme, pour célébrer le « Grand Magal », une fête religieuse qui dure plusieurs jours.

C'est une occasion aussi pour la plupart des politiciens de se montrer dans ce lieu en compagnie de marabouts milliardaires qui sont à la tête de cette confrérie. Macky Sall, l'actuel président sénégalais est venu en grande pompe et y a passé trois jours. L'ancien président Abdoulaye Wade qui dit ouvertement qu'il est un « talibé » (c'est-à-dire un disciple) y a aussi séjourné trois jours. Il a bénéficié d'un hélicoptère de l'armée sénégalaise offert par son successeur Macky Sall. Un grand nombre de politiciens du pouvoir comme de l'opposition y étaient aussi présents, tous ont besoin de s'appuyer sur ces grands marabouts influents pour se faire élire ou pour obtenir un poste lucratif. Il arrive parfois que des politiciens ou des hommes d'affaires véreux viennent se réfugier à Touba pour bénéficier de la protection de ces marabouts.

Ce sont des gens du même monde qui se rendent mutuellement des services et ce

Macky Sall, recevant la bénédiction d'un marabout à Touba

n'est pas quelque chose de nouveau. Le premier président sénégalais Senghor, tout chrétien qu'il était, faisait des courbettes devant ces grands marabouts, en leur offrant des cadeaux (sous forme de financements de constructions de mosquées luxueuses, ou sous forme d'argent sonnant et trébuchant) pour obtenir leur « Ndiguel » (consigne de soutien ou de vote considérée comme sacrée par les fidèles). Tous ses successeurs n'ont fait que continuer dans le même sens.

Les grands marabouts de Touba ont obtenu la liberté totale de gérer leur « ville sainte » comme bon leur semble, y compris en matière de droit pénal. L'État n'y intervient que pour financer les travaux divers et ferme les yeux sur tout le reste. Le magal est devenu un véritable business. Chaque année, il génèrerait 250 milliards de francs Cfa (380 millions d'euros) selon une étude

réalisée par des universitaires sénégalais. L'hôtellerie, le transport et le commerce procurent en effet des recettes énormes. Selon cette étude «*150 000 ruminants sont sacrifiés chaque année à Touba, pour les besoins du grand Magal", "Sur les 3.700.000 pèlerins enregistrés chaque année à Touba, 42% d'entre eux effectuent, durant leur séjour, des opérations de transfert d'argent pour des sommes comprises entre 56.000 FCFA et 139.000 FCFA, selon que l'argent provienne du Sénégal ou de l'étranger*". La même étude rapporte que *"les professionnels qui s'activent dans ces commerces de fonds, gagnent en moyenne, 800.000 FCFA par jour durant ce grand événement religieux unique en son genre dans toute l'Afrique de l'ouest*". Le Grand Magal est en effet le plus grand rassemblement religieux à Touba mais il y en a d'autres moins importants au cours de l'année et dans cette même ville.

La famille maraboutique issue de la lignée du fondateur du mouridisme est devenue milliardaire au fil des ans. Ces gens-là amassent en effet des fortunes colossales dans l'agriculture, l'immobilier, le commerce et bien d'autres secteurs. Leur fortune a commencé du temps de la colonisation dans la production d'arachide où ils ont fait travailler quasi-gratuitement leurs talibés ; cette pratique proche de l'esclavage continue jusqu'à nos jours. Ils s'enrichissent aussi grâce aux donations effectuées par les fidèles.

À côté de la confrérie des Mourides il y a aussi celle des Tidianes, plus nombreuse et dont la capitale est Tivaouane. Cette ville est aussi en train de préparer sa propre fête religieuse, le Gamou. Les dignitaires de cette confrérie sont aussi des milliardaires mais plus discrets que leurs confrères mourides. Ils ont en commun d'être non seulement dans le camp du pouvoir et des riches mais aussi des tenants d'une idéologie moyenâgeuse qui tire la société en arrière.

Sénégal

QUAND WADE DÉNONCE LES MARABOUTS MILLIARDAIRES . . .

Quelle mouche a piqué l'ancien président sénégalais Wade ? Même ses partisans sont désarçonnés par la récente petite phrase à l'encontre des « marabouts milliardaires » qu'il a lâchée lors d'une interview accordée à la presse dakaroise. Selon lui, les marabouts d'aujourd'hui ne sont pas fidèles aux préceptes des fondateurs de confrérie religieuse qui les ont précédés. Il a dit : « *Il n'y a pas de fondateur de confrérie qui soit un milliardaire. Maintenant, avec leurs descendants c'est différent. L'islam est monnayé par les descendants des chefs religieux. Certains d'entre eux sont plus intéressés à l'argent qu'à autre chose* ».

Cette critique venant d'un ancien chef d'État qui n'arrêtait pas de faire des courbettes et d'arroser à coups de cadeaux et de subventions diverses ces mêmes marabouts, c'est un peu fort de café ! Serait-ce parce qu'il n'a pas réussi à avoir assez de soutiens auprès d'eux pour faire libérer son fils Karim (aujourd'hui en exil dans un émirat du Golfe) et le faire blanchir par la justice sénégalaise ? Serait-ce parce que lui-même Wade n'a pas été soutenu par eux lors de la récente élection législative dans laquelle il s'était présenté comme tête de liste du PDS face au camp de l'actuel président ? En tout cas, ce qu'il dit des marabouts milliardaires n'est pas faux et tant mieux si cela fait grincer des dents y compris au sein de sa propre formation politique.

Côte d'ivoire

NE NOUS LAISSONS PAS DUPER PAR LEUR DÉMAGOGIE !

Les élections présidentielles, c'est dans trois ans, mais des crocodiles commencent déjà à s'agiter dans leur petite mare en vue de leur positionnement pour la course à la mangeoire. Ouattara a rencontré Bédié et Soro Guillaume. Mamadou Koulibaly, l'ex-président de l'Assemblée nationale, a aussi commencé à faire parler de lui.

Rien ne les différencie fondamentalement. Quel que soit leur bord politique du moment, ils sont avant tout au service de la classe riche. Nous les avons déjà vus au pouvoir ou dans les hautes sphères, ensemble ou séparément.

À l'approche des élections, ils nous feront tous des promesses d'un jour meilleur ou attiseront au contraire les différences ethniques, religieuses ou nationales, pour susciter les divisions et les haines. Alors, ne soyons pas dupes de leur démagogie ! Au pouvoir, ils mènent tous la politique que leur dictent les capitalistes américains, français ou autres, en fonction de leurs intérêts. L'avidité de ces gens à lutter pour les miettes que laisse l'impérialisme au clan gagnant nous a déjà valu plus de 10 ans de crise, de massacres interethniques et xénophobes, d'exactions et de souffrances. Les principales victimes sont les populations pauvres. Les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets désastreux si nous laissons les mains libres à ces pyromanes, à ces assassins avides de pouvoir.

Il n'y a pas un mois, il y a eu des morts dans la région de Guiglo. Des villages ont été brûlés, avec un exode de plusieurs milliers de Baoulé, suite à un conflit avec les populations Guéré natives de cette région. Le fond du problème est lié à la possession de la terre. Ce problème est réel, surtout qu'il a été aggravé durant la crise par des années de massacres et de haines.

Guiglo, octobre 2017: deux morts, des maisons brûlées après des affrontements interethniques

Ce qui n'a pas empêché Mamadou Koulibaly de souffler un peu plus sur le feu. Il a déclaré il y a de cela quelques jours, parlant des tueries : « *Il y a eu le Guébié, le Sanwi, Guitrizon, Petit Duékoué et ça continue à Guiglo. La loi est mauvaise. Il faut la changer (…) : l'Etat doit rendre la terre à ses propriétaires ancestraux* ».

Admettons. Mais alors, pourquoi le FPI, dont il était un des principaux dirigeants, ne l'a pas fait quand il avait le pouvoir ? Il fut même un temps où, quand le Pdci et le Fpi marchait main dans la main, ensemble ils avaient la majorité au parlement. Ils n'ont pas changé cette loi qualifiée de mauvaise et n'ont rien proposé d'autre. Et pour cause ! Il sait que cette question de la terre, avec tout ce qui s'est passé, ne peut pas se régler par la seule promulgation d'une « loi ».

De plus, il sait que ce genre de parole est dangereux. Voilà pourquoi il a conclu son intervention, en disant : « *jamais nous ne devrions nous tuer nous-mêmes entre nous, que ce soit pour des raisons politiques, économiques ou foncières* ».

Ce genre de discours qui exacerbe les haines, l'ethnisme et la xénophobie, nous en aurons droit d'ici les élections de 2020.

Refusons que ce genre de propagande contamine nos rangs. Nous savons où cela nous mène, cela ne peut qu'affaiblir le camp des travailleurs et renforcer celui des exploiteurs capitalistes.

Côte d'Ivoire

« JOURNÉE NATIONALE DE LA PAIX »: RIEN QUE DES MOTS !

Cette énième « journée de la paix » a vu des festivités un peu partout en Côte d'Ivoire, organisées par les autorités sur le thème de « paix et sécurité ».

Parler de « sécurité » est un bien grand mot. Des conflits fonciers déchirent toujours les communautés à l'ouest du pays. Chaque jour, dans les quartiers d'Abobo ou de Yopougon, sortir tôt ou rentrer tard est très risqué. On ne sait pas quand on peut se retrouver face à des « microbes » ou à des policiers prêts à vous racketter.

Quant à la « paix », c'est un vain mot. Les riches mènent la guerre permanente contre les travailleurs. Les salaires sont dérisoires avec des contrats de travail de plus en plus précaires. Les familles ouvrières pâtissent de cette précarité. Les tarifs des produits de première nécessité prennent l'ascenseur, alors que les salaires ne suivent pas. Les démantèlements des habitats et des étals appelés « déguerpissements » se font sans se préoccuper du recasement de ceux qui n'ont que leur activité pour vivre.

Alors, il n'y a pas de « paix » pour les travailleurs et les populations pauvres ! Ce n'est que de la tromperie !

C'EST AUX AUTORITÉS D'ÊTRE SENSIBILISÉES !

L'ONAD, l'Office Nationale de l'Assainissement et du Drainage, a lancé récemment, via les médias, une campagne de sensibilisation invitant la population à la bonne tenue des caniveaux, des infrastructures d'assainissement et de drainage des eaux usées. À écouter ces gens, ce sont les habitants qui sont les responsables du mauvais fonctionnement des infrastructures d'assainissement existant. En présentant les faits ainsi, ces autorités font montre d'une réelle mauvaise foi.

Dans nos quartiers ouvriers comme Gesco , Micao, An 2000, pour ne citer que ceux qui ceinturent la zone industrielle de Yopougon, même de simples caniveaux pour canaliser les eaux usés sont inexistants. Ces eaux se fraient un chemin dans les rues et deviennent des vecteurs de maladies. Dans les rares endroits où il y a des caniveaux, ils sont inadaptés et rarement curés. Le cas de la commune de Koumassi est dramatique. Dans cette commune il n'existe pas vraiment d'infrastructure de drainage des eaux usées. De sorte qu'à la moindre pluie, c'est toute la commune qui est inondée. Alors dans ces conditions, de qui se moquent les autorités lorsqu'elles parlent de sensibiliser les populations à la bonne utilisation des caniveaux ?

Cette opération vise plutôt à masquer les grosses défaillances de l'État dans la viabilisation des quartiers populaires et à faire porter le chapeau à la population.

Plutôt que de gaspiller l'argent du contribuable pour faire des campagnes de sensibilisation, ces gens-là feraient mieux de l'utiliser pour aménager des égouts et des

caniveaux dans les endroits où ça n'existe pas. Les populations en ont grand besoin.

Tchad

IDRRISS DEBY EN BISBILLE AVEC LA SOCIÉTE DE NÉGOCE GLENCORE

Depuis le début de l'exploitation du pétrole de Doba dans le sud du pays en 2004, Idriss Deby a choisi le groupe anglo-suisse Glencore, leader mondial de la commercialisation des matières premières, pour vendre le brut sur le marché international.

Société anglo-suisse de négoce international

Lorsque l'entreprise américaine Chevron s'est brusquement retirée du consortium qui exploite le brut de Doba (ExxonMobil, Chevron et Petronas), c'est également à Glencore que Deby a fait appel pour racheter les actions de cette entreprise, pour le compte de l'État tchadien. Glencore a déboursé la somme de 1,3 milliard de dollars moyennant un intérêt de 6,7 % et remboursable en 4 ans. Comme garantie de cette transaction, Glencore pouvait compter sur la vente du pétrole tchadien. Deby s'attendait donc à ce que Glencore lui verse chaque année les dividendes issus des actions de Chevron qu'il a rachetées.

Mais trois ans après, Glencore n'a encore versé aucun sou dans les caisses de l'État, directement contrôlée par Deby lui-même. Ce dernier, en courroux est allé demander des explications à Glencore. Voici la réponse : « *Depuis trois ans, Glencore n'a fait que payer les commissions, rembourser les intérêts et se faire payer (…) La part du Tchad de tous les champs est destinée uniquement à payer Glencore, les commissions des intermédiaires et les intérêts du prêt principal* ».

Fâché, il veut résilier le contrat et demander à Glencore de revendre les actions de Chevron et de lui remettre l'argent de cette vente en mains propres. Glencore refuse mais lui propose de rééchelonner le remboursement de deux ans et de réduire le taux d'intérêt de l'emprunt de 4 %. Le dictateur Deby, devant la toute puissance de cette société anglo-suisse, a été obligé de plier genoux. Mais ce n'est pas Deby qui est à plaindre dans cette affaire, il s'est déjà rempli les poches avec l'argent du pétrole. Ce sont les populations tchadiennes qui risquent d'en faire les frais sous forme de privations supplémentaires de toutes sortes.

Il est de notoriété publique que Déby et son clan considèrent les caisses de l'État comme leur propriété. Selon un document qui circule sur le net intitulé « *La république en danger* », un membre de la famille de Deby aurait détenu chez lui, en 2015, plusieurs millions de dollars US en espèces. Arrêté et jeté en prison pendant quelques jours, il a été relaxé, et son argent lui aurait été restitué, parce que «*rien ne prouve qu'il a volé* ».

Le second exemple a été révélé par les « Panama papers » concernant l'argent détourné et transféré vers des comptes cachés dans les paradis fiscaux. On aurait découvert en 2016 « *des centaines de milliards de francs CFA en provenance du Tchad.* ». À qui appartient cette somme ?

Pour le moment les noms du ou des bénéficiaires n'ont pas été cités mais il ne faut pas être sorcier pour deviner qu'il s'agit de personnages haut placés de l'État tchadien.

Donc il y a de l'argent pour payer les fonctionnaires et les agents de l'État qui ne cessent de manifester pour des augmentations de salaires ; de même que pour payer les étudiants dont les bourses ont été arbitrairement supprimées.

Mais cet argent se trouve dans les poches et les coffres forts de Deby, de son clan et de ses proches. Il faut qu'ils le rendent !

Afrique de l'Ouest

DÉTOURNEMENT DE L'ARGENT DESTINÉ À LUTTER CONTRE LE VIRUS ÉBOLA

La Croix Rouge a récemment révelé à la presse qu'une somme de plus de cinq millions d'euros a été détournée des fonds destinés à la lutte contre l'épidémie d'Ebola qui a frappé l'Afrique de l'Ouest entre 2014 et 2016. C'est autant d'argent qui a manqué pour venir en aide aux victimes.

Ce n'est pas la première fois que l'on assiste à un tel genre de détournement macabre. On se souvient des détournements des aides destinées aux victimes de la grande sècheresse qui a frappé le Mali en 1972-1973. La nourriture, au lieu d'être distribuée gratuitement a été vendue dans les boutiques et les marchés ; cela a enrichi un certain nombre de margoulins haut-placés. C'est avec ce vol qu'ils ont construit les tristement célèbres « villas de la sècheresse ».

Madagascar

PILLAGE DE CAVEAUX SUR FOND DE MISÈRE

Depuis quelques mois il y a une recrudescence du pillage d'ossements humains dans les caveaux familiaux situés aux alentours de la capitale Antananarivo. Des faits semblables ont également eu lieu à Sahandroy dans la région du sud-est (sous-préfecture de Mananjary). Deux individus pris en possession d'ossements humains ont été lynchés à mort par le comité local de sécurité d'un village. Dans une autre localité appelée Bemanonga, près de Morondava, sur la côte-ouest de l'île, des saccages et profanations similaires ont été signalés. Les coupables ou présumés tels, ont été tabassés à mort.

Les pilleurs sans scrupule qui se livrent à ce genre d'actes ignobles, le font semblerait-il, dans l'espoir de vendre ces ossements à des acheteurs éventuels. Personne n'est en mesure de savoir qui sont ces acheteurs, ni même s'ils existent réellement, mais le simple fait que ces ossements peuvent trouver preneurs suffit pour que des crapules se livrent au saccage des tombes.

Quand ce ne sont pas des tombes, ce sont des animaux rares, espèces endémiques en voie de disparition qui font l'objet de trafic ignoble. Les troupeaux de zébus ainsi que les gousses de vanille non matures, font également l'objet de pillages. Généralement ceux qui sont victimes des voleurs sont surtout des petits éleveurs ou des petits paysans sans moyens de défense. Lorsque de tels faits sont signalés aux autorités, à la police ou aux gendarmes, les affaires

traînent en longueur à moins de leur donner beaucoup d'argent sous forme de bakchich pour qu'ils acceptent de donner une suite aux plaintes. La misère est grande et l'appareil d'État gangrené par la corruption.

Algérie

QUAND LES AUTORITÉS EXPULSENT MANU-MILITARI DES MIGRANTS AFRICAINS !

Le 25 octobre dernier, plusieurs centaines de migrants maliens expulsés d'Algérie sont arrivés à Bamako où ils ont été accueillis par les autorités. Mais jusqu'à preuve du contraire, le gouvernement n'a même pas protesté contre cette expulsion scandaleuse.

Sous prétexte que les migrants africains en Algérie constituent une "*source de criminalité et de stupéfiants*", qu'ils "*font peser une menace sur la sécurité nationale*", les autorités algériennes ont procédé depuis août dernier, à des rafles d'Africains subsahariens se trouvant à Alger et aux abords de la ville, et en ont expulsé plus de 3 000 dont des Maliens.

Un responsable d'une organisation internationale des Droits de l'homme s'est indigné contre la misère faite à ces migrants : "*Rien ne justifie de regrouper des gens en fonction de leur couleur de peau, puis de les déporter en masse*".

À entendre les raisons invoquées par les officiels algériens à l'égard des migrants africains, on croirait entendre des propos sortis de la bouche de Marine Le Pen.

Monde

HARCÈLEMENT SEXUEL DES FEMMES : C'EST RÉVOLTANT !

Manifestations de femmes contre leurs conditions au Maroc en août 2017

Depuis que le célèbre producteur de cinéma américain, Harvey Weinstein, a été dénoncé par des actrices, de très nombreuses femmes ont témoigné à leur tour du harcèlement qu'elles ont subi. Le 29 octobre, plusieurs centaines des femmes ont manifesté dans la rue, à Paris, contre le harcèlement et les violences sexuelles. Le Collectif national pour le droit des femmes appelle à une manifestation le 25 novembre, pour dénoncer les comportements sexistes dont sont victimes les femmes. C'est une très bonne chose que des femmes célèbres, des actrices et des femmes politiques dénoncent le harcèlement. Cela a encouragé d'autres femmes à protester elles aussi. Elles ont raison.

L'inculpation du théologien de l'islam, Tarik Ramadan, n'a pas été acceptée par certains musulmans. Ils disent qu'on s'attaque à cette religion. Bien entendu il ne s'agit pas de religion mais d'un homme qui abuse de sa notoriété pour violer des femmes de son entourage. Tous ceux qui sont épris de liberté et de justice doivent condamner ces actes ignobles.

Selon une association d'aide aux victimes, lorsqu'une salariée dénonce son harceleur, dans 95% des cas elle est licenciée. Mais son harceleur n'est pas inculpé dans la majorité des cas.

C'est une bonne chose que les harcèlements sexuels soient dénoncés comme ils le sont actuellement dans les pays occidentaux d'Europe et en Amérique. En Afrique aussi le même phénomène de harcèlement existe mais ne provoque pas de vague car il est étouffé par le poids de la tradition et par la dictature des États. Déjà les femmes subissent les effets de la polygamie et de l'excision, ce qui est une oppression très humiliante et aussi une mutilation. Dans certains pays africains, l'excision est interdite par la loi néanmoins les autorités ferment les yeux et se contentent de quelques déclarations hypocrites.

Le harcèlement se passe autant dans le milieu familial que professionnel. Combien sont les femmes qui le subissent dans le milieu du travail ? C'est souvent ce que vivent les bonnes (la plupart du temps de très jeunes filles), proie des hommes, parfois des chefs de famille qui abusent d'elles sexuellement. C'est très rare que la justice s'en prenne à ces violeurs.

Le harcèlement sexuel existe aussi, dans une moindre mesure, dans les milieux scolaires et universitaires. La jeune fille se trouve parfois contrainte de subir les avances d'un enseignant si elle tient à réussir ses examens.

Tous ces abus sont révoltants et doivent être dénoncés. Ils sont connus des dirigeants qui gouvernement et des juges mais ceux-ci ferment les yeux, parfois parce qu'ils sont eux-mêmes impliqués dans ce genre de faits.

Le combat des femmes est partie intégrante de la lutte de tous les travailleurs contre l'exploitation capitaliste et contre l'oppression d'où quelle vienne.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.